

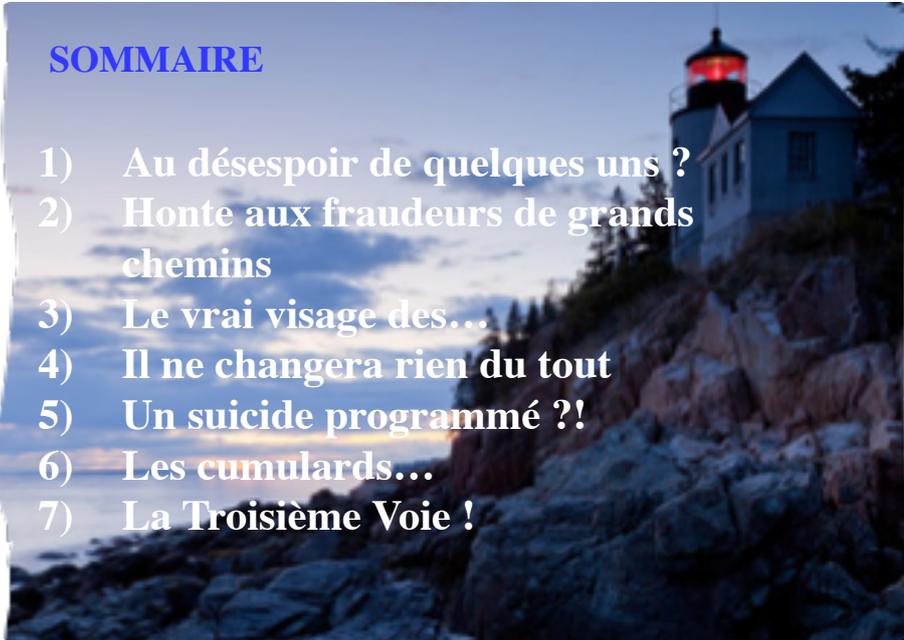
LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 12 MARS 2015

SOMMAIRE

- 1) Au désespoir de quelques uns ?
- 2) Honte aux fraudeurs de grands chemins
- 3) Le vrai visage des...
- 4) Il ne changera rien du tout
- 5) Un suicide programmé ?!
- 6) Les cumulards...
- 7) La Troisième Voie !



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Les frondeurs reçus à l'Elysée, consécration de la dissidence



Christian Paul, l'un des députés frondeurs, à l'Assemblée nationale, en septembre. (Photo Patrick Kovarik.AFP)

François Hollande reçoit ce mercredi une délégation de députés frondeurs. De quoi agacer au Parti socialiste, même si tous reconnaissent qu'il est nécessaire de rassembler la gauche.

Pour le député de Seine-et-Marne Olivier Faure, «ça ressemble à du François». Et dans sa bouche c'est plutôt un compliment. Si le fait que François Hollande reçoive mercredi soir une délégation de députés frondeurs agace au plus haut point au Parti socialiste, tous reconnaissent, en même temps, l'impérieuse nécessité de rassembler la gauche. Evidemment avant les départementales de fin mars, mais surtout pour les deux dernières années du quinquennat.

Dans le «marais socialiste», ces députés loyaux qui votent tous les textes sans ciller depuis 2012, «ils sont hystéros de voir Hollande adouber les casse-couilles qui ont fracassé la loi Macron», raconte un député qui s'est récemment fait rentrer dedans par des collègues alors qu'il disait du bien d'un frondeur président de conseil général. «Hollande retrouve ses vieux réflexes de premier secrétaire mais c'est vrai que pour la deuxième partie du quinquennat il faut qu'il voit tout le monde. On ne peut plus se permettre la moindre merde venant de l'intérieur», ajoute un autre parlementaire.

Patron des sénateurs PS, Didier Guillaume trouve «très bien» que les frondeurs soient reçus, comme d'autres, par le Président. «Depuis un an, nous n'avons pas d'opposition à droite. Nous n'avons que les frondeurs.» Mais, poursuit le sénateur de la Drôme, «que les frondeurs arrêtent de commenter les décisions du chef de l'Etat et fassent campagne pour les départementales». «Il faut maintenir le contact avec ceux avec qui il faut construire l'avenir», souligne aussi Olivier Faure. Et d'ajouter : «Le président a bien fait passer le message qu'il ne changerait pas de ligne politique donc y a pas de quoi casser trois pattes à un canard.»

«On a merdé»

Plus que le fond, c'est la forme qui dérange jusqu'au sein de l'entourage présidentiel. «On a merdé en annonçant qu'ils seraient reçus à l'Elysée, estime un proche du Président. On n'avait pas à leur donner un tel blanc-seing.

Une apparition surprise de Hollande lors d'un dîner de frondeurs dans Paris, c'était quand même plus malin.» Tout comme composer une tableée paritaire – frondeurs et lignards – pour noyer le poisson. «C'est une forme de reconnaissance quand même très moyenne», lâche un député hollandais.

Mercredi, à la sortie du conseil des ministres, Manuel Valls a envoyé des consignes d'apaisement à ses proches par SMS. «Il faut rassembler tout le monde. Aux frondeurs de prendre leurs responsabilités à l'avenir», dit en substance le chef du gouvernement, qui refuse l'opposition Elysée-Matignon sur ce qu'il considère comme un «épiphénomène». «Valls considère que dans le moment qu'on est en train de vivre, c'est totalement microcosmique», explique un de ses proches.

«Au moment où on appelle les électeurs et la gauche à se rassembler contre le FN on ne va pas s'offusquer de ce que le président rassemble son propre camp, avance le député de Seine-Saint-Denis Pascal Popelin. Ce sont des so-cia-listes qu'il voit, il faut se calmer.»

liberation.fr-Lilian ALEMAGNA et Laure BRETTON

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Qui sont les frontistes visés par l'enquête européenne pour fraude ?



Marine Le Pen et Bruno Gollnisch, au Parlement européen à Strasbourg le 10 mars. VINCENT KESSLER / REUTERS

LE MONDE Par Abel Mestre

Plusieurs frontistes sont visés par une vaste enquête européenne pour fraude, comme l'a révélé Le Monde dans son édition datée du 11 mars.

Ainsi, 29 assistants des 23 députés européens du Front national sont suspectés de bénéficier de rémunérations versées par le Parlement européen, tout en travaillant exclusivement pour le FN sur le territoire français.

Alerté de ces soupçons, le président du Parlement européen, l'allemand Martin Schulz, a saisi lundi l'Office européen antifraude, l'OLAF, et alerté dans le même temps la ministre française de la justice, Christiane Taubira, de faits pouvant s'apparenter à un financement illicite de parti politique. Le parquet national financier devrait être saisi de ce dossier. Pour le moment, Marine Le Pen rejette avec force toute accusation de fraude et promet déposer une plainte contre Martin Schulz pour « dénonciation calomnieuse ».

Si les situations des vingt-neuf personnes concernées ne sont pas toutes les mêmes – certains ne viennent jamais au FN et entretiennent des relations plus que distantes avec le parti –, les cas les plus problématiques pour le parti d'extrême droite sont les vingt cadres figurant sur son nouvel organigramme, qui date de fin février. Ces derniers sont soit des assistants d'élus au Parlement européen – quatre étant des assistants « accrédités », donc censément basés dans les institutions à Bruxelles ou Strasbourg –, soit des assistants « locaux », c'est-à-dire implantés dans les circonscriptions. Parmi eux, plusieurs proches des dirigeants du FN.

Le cabinet entier de Jean-Marie Le Pen est concerné

Guillaume L'Huillier, directeur de cabinet du vieux chef, et Micheline Bruna, sa secrétaire particulière, sont tous deux des assistants « locaux » d'élus européens. Le premier auprès de Bruno

Gollnisch, élu dans le Sud-Est, la seconde auprès de M. Le Pen lui-même. Gérald Gérin, un intime de M. Le Pen est, lui, l'assistant parlementaire de Marie-Christine Arnautu, vice-présidente du parti et proche de la famille Le Pen.

L'entourage de Marine Le Pen n'est pas épargné

Plusieurs conseillers de la présidente du FN sont des assistants « locaux » – comme Bruno Bilde et l'économiste Philippe Murer. Le cas de M. Bilde illustre la raison des soupçons des services de l'europarlement : il est adjoint au maire d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) et est, malgré tout, rattaché à Sophie Montel, eurodéputée du Grand-Est. « Je rédige les interventions orales et écrites de Mme Montel. Je viens de signer mon contrat et je suis encore en période d'essai... En plus je vais systématiquement au Parlement! Cette enquête me semble complètement aberrante! », se défend pour sa part Bruno Bilde.

Autre proche de Marine Le Pen repérée par les services du parlement : Florence Lagarde. Si cette inconnue du grand public n'occupe aucune fonction au sein du FN, elle est la présidente de Jeanne, le microparti de Marine Le Pen. Cette structure est au centre d'une enquête ouverte en avril 2014 par les juges Renaud Van Ruymbeke et Aude Buresi. Les magistrats s'interrogent sur le rôle joué auprès des candidats FN par Jeanne et la société Riwal, fondée par Frédéric Chatillon, un proche de Mme Le Pen et de Mme Lagarde.

Les amis de Florian Philippot sont aussi visés

Huit cadres sur les quinze qui dépendent du numéro 2 du FN dans l'organigramme frontiste sont sur la liste du Parlement européen. Parmi eux, se trouvent des très proches de Florian Philippot. Il en va ainsi de Joffrey Bollée son « directeur de cabinet, chargé de mission aux affaires régaliennes et responsables argumentaires », assistant local de M. Philippot et Aloïs Navarro, « chargé de mission aux affaires économiques », rattaché à Sophie Montel. Marie-Amélie Dutheil de la Rochère, « chargée de mission aux affaires européennes et internationales », est, quant à elle, l'assistante parlementaire de M. Philippot.

Avant le premier tour des élections départementales, fixé au 22 mars, cette enquête pourrait, en tout cas, constituer un sérieux problème politique pour le FN qui n'hésite jamais à pointer et vilipender les supposés errements des

autres partis, notamment le Parti socialiste, accusé par Marion Maréchal Le Pen, de « voler les Français ».

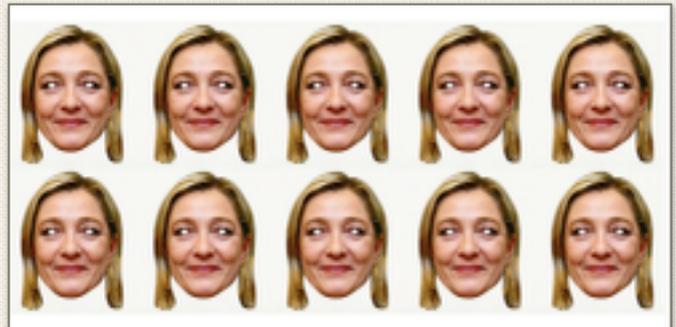
lemonde.fr-Abel Mestre Journaliste au Monde

III) Racisme, antisémitisme, homophobie : le vrai visage des candidats FN



Par L'Obs

Ils détestent les immigrés, haïssent les musulmans, vomissent Christiane Taubira, distillent des préjugés antisémites ou regrettent le maréchal Pétain : "l'Obs" dévoile le profil de ces candidats que Marine Le Pen tente de masquer...



(Illustration)

"Mes amis m'ont prévenu : 'Méfie-toi de Facebook, c'est un piège à cons !'" Jean-François Etienne, 76 ans, ne les a pas écoutés. Ce retraité, candidat du FN aux départementales en Lozère, dans le canton de Saint-Chély-d'Apcher, aurait dû. Sur son "mur", le militant revenu au FN pour "Marine" après s'en être éloigné, publie un certain nombre de propos xénophobes, racistes, homophobes ou antisémites pénalement répréhensibles. Et il ne semble même pas bien s'en rendre compte.

“ Les juifs ? En réaction à un article du site de la "réacosphère" Boulevard Voltaire, fondé par Robert Ménard, il écrit le 10 janvier : Les juifs à qui on peut reprocher bien des choses, mais certainement pas leur manque d'intelligence... à voir comment ils trustent les

centres de recherche, la haute médecine, la finance et les médias, quittent l'hexagone comme ils ont quitté l'Allemagne en 36... pourquoi ? Ne détiendraient-ils pas des infos qu'on nous cache soigneusement ?"



(Capture d'écran Facebook)

Le 14 décembre dernier, en commentaire d'un autre article de Boulevard Voltaire qu'il partage, il accuse : "Les invasions dont vous nous parlez [...] étaient le fait de peuples supérieurs ou égaux, ce n'est pas le cas avec ce que nous supportons aujourd'hui." Et, quelques jours plus tard :

“ Ajoutons que les Africains qui sont venus avant 45 provenaient de nos colonies et avaient reçu un vernis de notre civilisation... Depuis c'est une autre population qui nous est imposée, pratiquement incompatible avec notre culture.”

Deux mois plus tôt, le frontiste, qui a servi quatre ans en Algérie, salue le "courage" de Pétain. Le 9 juin 2013, il qualifie aussi l'homme d'affaires Pierre Bergé de "vieille tante ».

Pétain ? "Sali injustement"

Interrogé aujourd'hui sur ces écrits, Jean-François Etienne explique sans rire : "Mes propos sont très mesurés." Les juifs ? "C'est la rumeur populaire qui dit ça. On reproche aussi des choses aux Auvergnats ou aux Bretons." Les peuples inférieurs ?

"Je parlais des cultures qui ne sont pas toutes du même niveau", même si sa "nièce a épousé un Marocain. Sa famille, ce sont des gens extraordinaires." Pétain ? "Sali injustement". Alors qu'on ne vienne pas lui chercher des noises.

“ J'ai ma liberté d'expression, ce n'est pas à mon âge qu'on va me dire ce qu'il faut penser ! Je suis un ancien soldat, pas un couard. Si on m'emmerde, je fous le camp en Roumanie ou en Pologne.”



(Capture d'écran Facebook)

Il l'a déjà fait une fois : il a fui la France "marxiste" et vécu en Roumanie où il a enseigné la civilisation française dans un lycée, avant de revenir en Lozère et se mettre sur Facebook. "Je m'aperçois que ce truc c'est une catastrophe." Et dire que le FN lui a un peu forcé la main pour être candidat : "Vu mon âge, j'avais pas tellement envie d'aller au charbon."

Armée de "marinistes"

Jean-François Etienne ? Florian Philippot, numéro 2 du parti, ne veut même pas en entendre parler. Lorsque "l'Obs" tente de joindre le vice-président du FN, il répond par un SMS :

“ Je vous laisse stigmatiser tout seul et répondre à la commande de Matignon. J'imagine que le même travail est fait avec les pourris de l'UMPS candidats ?”

Quelques jours plus tôt, interrogé par France-Inter sur d'autres cas de candidats peu présentables, il avait assuré que le FN sanctionnait "les propos inacceptables". Et Philippot de minimiser : "Ça représente 0,08%" sur la masse des 7.648 "patriotes" (dont la moitié en suppléants) investis par le FN pour ces départementales des 22 et 29 mars. C'était avant notre enquête qui dévoile plusieurs dizaines de nouveaux cas de candidats frontistes ouvertement racistes, antisémites et/ou homophobes.

Jamais le parti d'extrême-droite n'avait assuré une telle présence sur le territoire à l'occasion d'un scrutin. Une armée de "marinistes", lancés à l'assaut des cantons, futurs bras armés de la conquête du pouvoir national. Des candidats censés montrer le nouveau visage du FN, appelés à se tenir à carreau et à surveiller leur expression en public et sur les réseaux sociaux où les frontistes de tous âges sont très actifs.

“ *Tout ce que vous y dites, vous devez être capable de le redire de vive voix.* ”

C'est ce que leur a d'ailleurs rappelé Gaétan Marzo, l'une des jeunes pousses en lice dans le Val-de-Marne, lors de la convention du parti sur les départementales. Le FN a même pris des précautions, confiant à une petite cellule le soin de vérifier les comptes des uns et des autres. Il faut croire qu'elle n'a pas été assez vigilante...



(Lors de la convention du parti sur les départementales, le 28 février dernier à Paris. Crédit : Jallal Seddiki/Citizenside/AFP)

Obsessions frontistes

Car, dans le même temps, une bande de jeunes internautes citoyens baptisée L'Entente s'est mise à épilucher les comptes des candidats investis (pas les suppléants) : les photos qu'ils postent, les articles qu'ils partagent, les commentaires sur Facebook ou Twitter, bref, uniquement des propos et des écrits publics.

Le résultat de ce travail de bénédictin, que "l'Obs" publie en exclusivité, est édifiant. En plus des dizaines d'exemples déjà révélés par la presse ou par le PCF, L'Entente a recensé une quarantaine de nouveaux cas problématiques, voire délictueux. Comme par hasard, certains messages ont d'ailleurs été effacés après notre appel, car "l'Obs" a pris soin de solliciter les intéressés.

Sur leurs réseaux sociaux, ces soldats frontistes ont les mêmes obsessions : les musulmans d'abord mais aussi les étrangers, les juifs, Christiane Taubira ou Pierre Bergé, figure honnie de la cause

homosexuelle. En revanche, tous partagent la même passion pour "Marine" et le... saucisson, érigé en symbole antimusulman, dont ils raffolent jusqu'à en poster des photos !

"Dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni juif, ni même français ou blanc", avait un jour déclaré la présidente du FN. Dans certaines pages Facebook de ses candidats, il ne fait pas bon non plus être musulman, juif, rom ou homosexuel.

"Ces musulmans de merde, il faut qu'on s'en débarrasse"

C'est une blague que Michel Bruschini partage sur Facebook le 11 février. Un panneau de circulation avec une femme et une enfant intégralement voilées et cette légende :

Attention sortie de mosquée. Dans cette situation, réponse A : je ralentis [sic], réponse B : j'accélère"



"Je l'ai juste partagé. Ce n'est pas moi qui l'ai dessiné et je n'ai pas commenté, se défend cet ancien de la Légion étrangère, candidat FN à Bastia. Quand je partage des choses, c'est aussi pour faire réfléchir les gens. Je suis désolé si ça a choqué. Mais en janvier il y a eu des manifs pour prôner la liberté d'expression. Et en tant que catholique, devant des dessins de 'Charlie', je fais aussi des bonds dans ma chaise [sic]." Et puis, preuve qu'il n'a pas de problèmes avec les étrangers, sa fille "fait partie d'un club d'athlétisme où 50% des jeunes sont d'origine étrangère".

Michel Bruschini ? A "l'Obs", le secrétaire départemental de Haute-Corse explique que c'est un candidat issu d'un mouvement corse et seulement soutenu par le FN. Manque de chance, il raccroche mal son téléphone : on entend alors notre homme expliquer à une dame : "Je lui ai bien dit de dire qu'il n'est qu'associé au FN. Mais il a sa carte !"

Jérôme Moulinet aussi est adhérent du FN. "Depuis toujours". A lire son message de vœux pour 2015, on imagine pourquoi. Candidat à Périgueux, il ne supporte plus "les cultures allogènes", "les Africains polygames", "ces types qui sous prétexte d'origine maghrébine, cassent, pillent, violent, brûlent".



(Capture d'écran du profil Facebook de Jérôme Moulinet)

Adeptes de la théorie dite "du grand remplacement", Jérôme Moulinet ne craint pas de parler de "génocide des Blancs" et accuse le gouvernement d'en être complice. Joint par "l'Obs", il continue sur sa lancée :

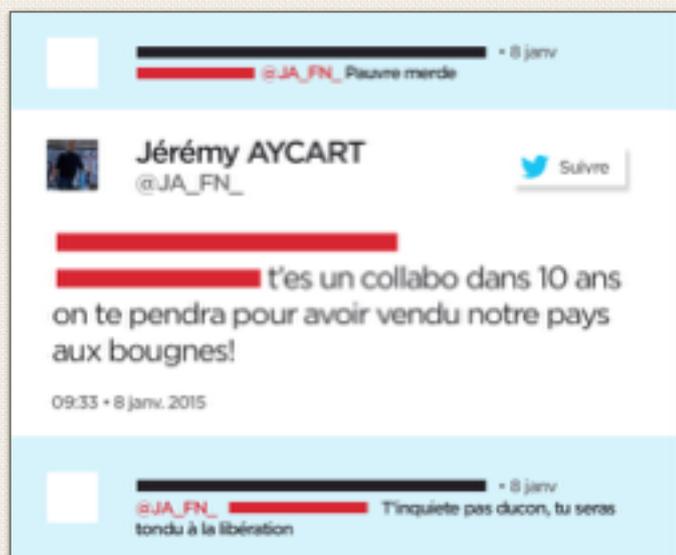
“ On détruit les églises et on fait des mosquées alors que chez eux il y a pas d'église ! C'est bien les musulmans qui foutent plus le bordel que les autres. C'est ma liberté d'expression, j'emploie des mots simples, pas des phrases dérivées. Si on considère ça comme de l'islamophobie ! Je ne vois pas pourquoi je pourrais dire qu'un Français fait le con et pas dire qu'un musulman fait le con.”

Il ne voit pas pourquoi, peut-être, mais il a étrangement effacé ses publications juste après notre appel...

Jérémy Aycart, lui, a adhéré à l'été 2013, quand il s'est retrouvé au chômage. Le lendemain de l'attentat contre "Charlie Hebdo", c'est sur Twitter que ce candidat FN à Limoges dit sa colère lors d'un dialogue avec d'autres twittos :

“ T'es un collabo dans 10 ans on te pendra pour

avoir vendu notre pays aux bougnés !”



Dans un autre message, il utilise aussi l'expression de « crouilles ».

“ Pour moi, 'bougnés' ça veut dire islamistes, certains appellent ça islamo-gauchistes”

C'est ce qu'assure à "l'Obs" cet ancien militaire qui tente de se justifier : "Les gens ont du mal à faire la différence entre un musulman et un djihadiste parce que malheureusement les djihadistes sont musulmans."

Les attentats de janvier ont aussi secoué **Thierry Kern**, candidat dans le Haut-Rhin. Quelques heures après l'attaque, il se lâche sur Facebook :

“ Je n'ai pas peur de le dire et je m'en tape des conséquences, mais ces musulmans de merde, il faut qu'on s'en débarrasse avec tous les moyens possibles en France comme en Europe.”

Et, un peu plus loin, "ces sous merdes doivent définitivement être éliminés de nos pays occidentaux".



(Capture d'écran Facebook)

Un post supprimé quelques heures après que "l'Obs" a tenté de le contacter. A la fédération FN du Haut-Rhin, le chargé de mission envoyé par le siège national, **Alain Favaletto**, est gêné mais pas plus surpris que ça.

"Je condamne évidemment ces propos, ça ne correspond pas à la ligne de Marine Le Pen."

Dix jours après les attentats, **Fabrice Mathieu** s'inquiète lui de ce qu'on peut trouver dans les sous-sols des mosquées de sa ville.

A quoi peuvent servir ces endroits "à part stocker des armes pour vous foutre sur la gueule", écrit-il, n'hésitant pas à assimiler musulmans et terroristes. Fabrice Mathieu ?

C'est le nom du candidat FN à Reims – dont le visage apparaît d'ailleurs sur la page Facebook créée en 2013. Mais l'intéressé plaide le compte piraté. Drôle de hasard : dix minutes après notre appel, le compte est supprimé.

"Le **niquetamère**, cet animal venu du **Maghreb**"

Connaissez-vous le "nique ta mère" ? **Francis Boudrenghien**, lui, oui. Candidat FN dans le canton d'Anzin, dans le Nord, il poste sur sa page Facebook le 20 octobre 2014, un billet – dont il n'est pas l'auteur - définissant ce nouveau concept :

*"Le **niquetamère** est un animal en provenance du Maghreb. Là-bas, il meurt de faim car trop paresseux. Ici, bien nourri et logé gratuitement sans travailler, il se reproduit rapidement en milieu européen. La femme peut mettre bas entre 10 et 15 'niquetamères' dans sa vie. [...] Que veut dire le mot France pour lui ? Fédération des Réfugiés Arabes Nourris par les Caisses de l'Etat."*

Une bonne blague bien raciste qui se conclut ainsi : "Renvoyez ce message pour continuer l'opération 'planète propre'". En dessous, Francis Boudrenghien résume sa pensée : "Sans commentaire tout est dit".



(Capture d'écran Facebook)

Au téléphone, ce militant FN depuis 1995 coupe tout de suite court :

"Arrêtez de chipoter ! Quand le FN sera à 50% vous n'aurez plus que vos yeux pour pleurer."

Les musulmans ? Ce sont aussi forcément des profiteurs pour **Dominique Poinard** qui, le 15 janvier 2015, relaie sur sa page un photomontage : à gauche un homme sans bras au labour, à droite des femmes voilées inactives, et ce commentaire :

"Sans les allocs on se débrouille pour bosser, avec les allocs on envahit un pays, on ne travaille pas, on se multiplie et on fait crever l'hôte (mode vih)."



(Capture d'écran Facebook)

A "l'Obs", la candidate à Valence explique qu'elle voulait dénoncer l'assistanat, pas les musulmans, même si "je n'aime pas les femmes voilées, elles profitent pas mal des allocs".

"Les noirs ont 2.000 ans de retard..."

Autre photomontage, partagé par **Philippe Cadeo**, candidat à Limoges, le 21 août 2014 sur sa page Facebook où il pose en tee-shirt "Les gars de la Marine" : des hommes, tous de couleur noire, dans un supermarché, les Caddie remplis de grands cartons. Légende : "La prime de rentrée scolaire est tombé [sic]".

"Je fais la chasse à ces bêtises perpétuellement", soupire Vincent Gérard, le chef de file des élus FN à Limoges, qui plaide "la caricature, à une époque où tout le monde applaudit 'Charlie Hebdo'".

Des "blagues", **Jean-François Gaspard-Angeli**, candidat à Gap dans les Hautes-Alpes, n'en fait pas. Cet ancien membre de l'armée de terre, décoré de l'Ordre national du Mérite, et désormais retraité préfère livrer ses analyses sur Facebook. Le 28 décembre dernier, il commente un article titré "Une Africaine veut 'réduquer' la population bretonne", à propos de la responsable de l'antenne de SOS Racisme à Concarneau. Il écrit :

“ + de 1.000 ans de retard civilisationnel et ça veut réduire les Européens ? Qu'ils se réduquent en premier !”



(Capture d'écran Facebook)

L'année précédente, le jour de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, il poste un long billet, où l'on peut lire que "les Noirs ont 2.000 ans de retard sur les Blancs d'Occident ! Les arabes n'en sont pas loin...".

Contacté par mail, Jean-François Gaspard-Angeli,

qui précise avoir vécu en Afrique Noire, persiste et signe :

“ Les Africains ont beaucoup de retard. Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de civilisation, ils ont leur civilisation qui n'est pas comparable à la nôtre”.

Du racisme ? Pas du tout selon lui ! Seulement des "réflexions sur des modes de vie qui pour les uns sont tribaux et pour les autres plus évolués ».

"Et un romm demain"

Candidat dans le canton de Selongey, en Côte-d'Or, **Christian Benner** en a surtout après les Roms. Le 17 juin 2014, au lendemain du lynchage d'un jeune Rom en Seine-Saint-Denis, il poste un message, retrouvé par L'Entente et écrit dans un français très approximatif :

“ Et un romm demain, il n'avait pas qua voler on en a marre de ces gents la et le gouvernement leurs donne le biberon a bas les gauchistes trosquiste [sic].”

A "l'Obs", **Edouard Cavin**, secrétaire parlementaire local, explique : "Je n'ai pas connaissance de ce message, toujours est-il qu'il ne faut pas stigmatiser de population." Et M. Benner, est-il joignable ? "Il est en campagne et certainement très occupé !".

Michel Verdin, qui porte les couleurs frontistes dans l'Indre, ne prend pas de gants non plus. Sur Facebook, le 19 août 2013, il commente un article sur l'histoire des Tsiganes :

“ Les Tsiganes n'ont plus leur place dans nos sociétés [sic] car ils n'ont pas su ni voulu s'adapter à notre civilisation technologique... C'est dommage ! Il y a bien d'autres communautés qui refusent de s'assimiler à nos valeurs républicaines : les Arabes et les Musulmans par exemple.”

Son secrétaire départemental, **Matthieu Colombier**, tente de minimiser : "C'est très maladroit, c'est incontestable. Après j'y vois davantage une condamnation du communautarisme qu'autre chose. »

"Y'a pas bon Taubira"

19 juillet 2014. Sur sa page Facebook, **Catherine**

Cauzeret commente la condamnation de Sophie Leclère, candidate FN aux municipales, qui avait comparé Christiane Taubira à un singe (1). "Elle a dit ce que tout le monde pense tout bas ! ! ! !", écrit cette mère au foyer de 52 ans, aujourd'hui candidate du FN aux départementales dans l'Indre.

Aujourd'hui, elle reconnaît :

“ *La comparaison est un peu exagérée, mais je croyais qu'avec ce qui s'était passé dernièrement on avait le droit d'expression*”.

Christiane Taubira, un singe ? Une vieille fixette. Le 3 novembre 2012, Katia Sandri poste déjà sur son Facebook un photomontage représentant une guenon avec le visage de Christiane Taubira, dont le nom est écrit au-dessus pour ceux qui auraient des doutes. En dessous, Katia Sandri, aujourd'hui candidate en Corse-du-Sud, écrit ce commentaire :

“ **C'est la même.**”



(Capture d'écran Facebook)

Auprès de "l'Obs", Michel Leca, le secrétaire départemental de Corse-du-Sud, explique qu'il n'avait pas connaissance de ce message :

“ *2012 ? C'est prescrit ! Et elle n'était que simple adhérente, pas candidate à cette époque. Elle n'avait pas l'aval du FN.*”

Depuis, **Katia Sandri**, très active sur Facebook, poste de nombreux messages sur "l'islamisation de la France", comme cette fausse affiche présentant un Hollande en barbu et une Aubry

voilée.

Michel Leca défend :

“ *Elle n'est pas xénophobe, elle a voulu montrer qu'Hollande protégeait les étrangers, on peut même se demander s'il ne va pas se convertir.*”

Christiane Taubira, encore elle, mais cette fois, la garde des Sceaux n'est plus grimaçante en animal. Le 5 décembre 2014, Corinne Bougault, candidate FN dans le canton de Tonnay, en Charente, partage sur Facebook la publicité détournée "Y'a bon Banania", avec le visage grimaçant de la ministre de la Justice et cette légende "Y'a pas bon Taubira" et, en dessous du bol de chocolat, "le petit déjeuner carcéral".



(Capture d'écran Facebook)

Seule réponse du FN Charente-Maritime : "Elle n'a rien à se reprocher". Mais le visuel est depuis inaccessible...

Christiane Taubira, toujours, est invitée à "rentrer chez elle" sur un photomontage relayé sur Twitter, le 10 mai 2014, par Cotrone Domenico, candidat dans le canton de Grasse 2. Ce jour-là, le frontiste invective sur le site de microblogging le député PS Eduardo Ryhan Cypel et l'invite à rentrer au Brésil ! Pour appuyer son propos, il envoie un photomontage. On y voit à gauche Najat Vallaud-Belkacem tenant une pancarte : "#ramenez moi au Maroc". Et à droite Taubira "#ramenez moi en Guyane".

En l'apprenant, le secrétaire départemental adjoint

des Alpes-Maritimes, Marc-André Domergue, réagit :

“ *C'est une blagounette de pas très bon goût. Mais il ne faut pas voir le racisme partout ! C'est comme quand on disait à Pasqua de rentrer en Corse... »*

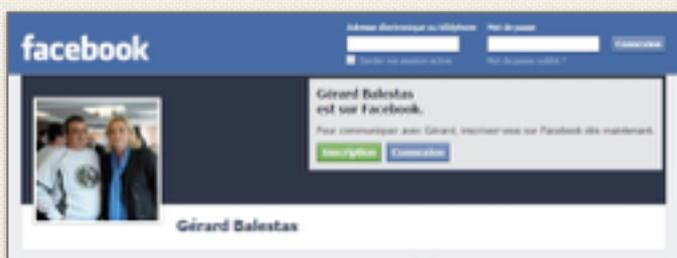
La "suppression" de Pierre Bergé

Le 15 janvier dernier, Gérard Balestas, 55 ans et retraité de l'armée, réagit sur Facebook à un article trouvé sur la "fachosphère", qui explique que Pierre Bergé est pour la suppression des fêtes chrétiennes en France. Ce candidat du FN dans la vallée de la Barousse écrit :

“ *C'est vraiment une grosse merde, et moi je suis pour sa suppression, et je garde les fêtes chrétiennes.*”

Lorsqu'on lui rappelle ces propos, le candidat reconnaît que "ça choque, je m'en excuse. Chacun a le droit de s'exprimer, j'ai sûrement fait une grosse erreur".

En commentaire du même article sur Bergé, l'un de ses amis a simplement écrit "grosse pédale". "J'ai pas fait gaffe, je ne savais même pas qu'il était homosexuel", plaide Gérard Balestas en photo avec "Marine" sur sa page Facebook. Quelques minutes après notre appel, le post était supprimé.



(Capture d'écran du profil Facebook de Gérard Balestas)

L'"humanité" de Pétain

Un candidat FN a été récemment écarté pour avoir repris la devise du régime de Vichy : "Travail, famille, patrie" ? Il est pourtant loin d'être le seul. L'Entente en a repéré d'autres. Elle a aussi trouvé ce candidat rennais, Loïc de Fleurette, qui raconte dans un message Facebook du 1er décembre 2014 comparer souvent de Gaulle et Pétain, l'homme de Verdun. Même s'il ne "nie pas que Pétain (et surtout Laval) ait eu des actes détestables vis-à-vis des juifs". Mais de Gaulle a lui aussi, écrit-il, "fait des actes

détestables vis-à-vis des harkis et des pieds-noirs en 1962. Les juifs seraient-ils des surhommes ? Serait-il au-dessus des harkis et des pieds noirs ?".

Alors il préconise de réhabiliter Pétain en ramenant ses cendres à Douaumont et d'y ériger une croix de Lorraine de la même importance que celle de Colombey-les-Deux-Eglises, histoire de remettre le maréchal Pétain et le général de Gaulle "au même niveau d'humanité".

"Je parle en mon nom, pas en celui du FN", précise à "l'Obs" ce militaire à la retraite qui, lorsqu'on l'interroge sur la collaboration de Vichy avec l'Allemagne nazie, répond :

“ *Pour l'instant, il y a une collaboration évidente entre les socialistes et les islamistes.*”

nouvelobs.com - Estelle Gross et Maël Thierry



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Hollande exclut de changer de ligne après les départementales



reuters.com

PARIS (Reuters) - François Hollande a écarté tout changement de ligne ou de Premier ministre après les élections départementales des 22 et 29 mars, où les sondages prédisent une déroute du Parti socialiste.

"Il n'y aura pas de changement, ni de ligne ni de Premier ministre", a déclaré le chef de l'Etat, dont les propos sont rapportés mercredi par le magazine Challenges sur son site internet.

"Pourquoi changerais-je de ligne politique, alors qu'elle est claire, qu'elle commence à porter ses fruits ? Les Français ne le comprendraient pas !", dit-il.

Interrogé sur un éventuel élargissement de la majorité après le scrutin, il a répondu qu'il "ne devra se faire que sur cette exigence impérieuse du combat contre le Front national". "Nous devons nous rassembler face à l'adversité et la tragédie qui menace le pays, car le FN est en situation d'accéder au pouvoir", estime-t-il.

"Il faut l'élargissement, mais pas au détriment de la ligne politique", a encore dit François Hollande.

(Marine Pennetier, édité par Yann Le Guernigou)



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Départementales : Cambadélis déplore un « suicide politique en direct » de la gauche

AFP



© AFP

Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du Parti socialiste, a déploré mercredi une division "incompréhensible" de la gauche, un "suicide politique en direct" avant les élections départementales (22-29 mars) alors que celle-ci, unie, "serait devant le Front National".

La désunion de la gauche relève d'une "erreur de diagnostic", a estimé M. Cambadélis sur France Inter. "C'est une élection départementale. Les socialistes ont un très bon bilan, tout le monde le reconnaît, d'ailleurs les frondeurs font campagne avec l'ensemble des socialistes, il n'y a pas de divergence là-dessus".

"Mais il y a la division. Elle est incompréhensible. On assiste à un suicide politique en direct. Le Parti communiste aujourd'hui va perdre l'ensemble des bastions. Les écologistes se battent devant tout le monde, soit avec nous, soit dans l'autonomie, soit avec le Parti communiste. Tout le monde va perdre", a poursuivi le premier secrétaire du PS.

"L'absence d'union fait perdre l'ensemble de la gauche. Au bout, que se passe-t-il quand vous n'avez pas la gauche? Vous avez la droite et le Front National", a argumenté le député de Paris.

M. Cambadélis a réaffirmé son "désaccord" avec Benoît Hamon, pour qui la politique menée par l'exécutif entraînait la montée du Front National. "Le Front National ne se nourrit pas seulement ou principalement de la question économique. Il se nourrit principalement de la question identitaire, de la question de l'immigration. Quand vous faites

du porte à porte, c'est: +il y en a trop, ils sont trop nombreux+. (...) Il y a un rapport xénophobe à la société française".

Interrogé sur la réception à l'Elysée des députés socialistes dits "frondeurs", le premier secrétaire du PS a répondu: "c'est une manière, et j'en suis gré au président de la République, de rassembler l'ensemble de son camp. On peut pas dire +il faut s'unir contre le Front National et son danger+ et dire, parce que nous avons un désaccord sur le plan économique, +ceux-là n'ont pas le droit de cité+".

"Il faut rassembler tout le monde, les frondeurs, les écologistes, les communistes, les radicaux, tout ce que vous voulez. Aujourd'hui, si je peux me permettre, il faut faire front. L'ensemble de la gauche, si elle était unie, serait devant le Front National. C'est cela le paradoxe, nous serions à 33% et le FN est à 30%. Donc on a une responsabilité historique", a-t-il dit.

publicsenat.fr

VI) Départementales : cumulard ou pas ?

Marie Bremeau

La loi limitant le cumul des mandats a été définitivement adoptée en janvier 2014, après 7 mois de marathon législatif. Elle entrera en vigueur en mars 2017. Les parlementaires commencent-ils dès à présent à anticiper sa mise en œuvre ? Les élections départementales représentent-elles un tour de chauffe ?

« Je pense très sincèrement que dans cette élection, le poids de la loi qui entre en vigueur en 2017 a un impact vraiment minime et ne jouera que sur quelques personnes », selon Eric Doligé, sénateur UMP du Loiret.

Au contraire, Denys Pouillard, directeur de l'Observatoire de la vie politique et parlementaire estime qu'« en temps ordinaire, vous auriez eu 15 ou 20 sénateurs nouveaux qui seraient allés chercher un nouveau mandat, ce n'est pas le cas cette fois-ci »

La loi s'applique aux députés, aux sénateurs et aux députés européens et ne concerne que les fonctions exécutives, soit la présidence de conseil général ou la vice-présidence, dans le cadre du scrutin départemental.

Quelques chiffres :

Actuellement, à l'Assemblée, 101 députés cumulent leur siège avec un mandat de conseiller général et seuls 60 d'entre eux sont candidats aux prochaines élections départementales. Au Sénat, 96 sénateurs exercent actuellement un mandat de conseiller général et 46 candidats en brigue un nouveau. Seuls 3 sénateurs qui n'avaient pas de mandat dans un conseil général se présentent au prochain scrutin.

En 2017, les cumulards devront donc faire un choix lors du renouvellement de l'Assemblée nationale en juin 2017, puis du Sénat en septembre 2017. A la fin de l'année, plus aucun parlementaire ne pourra donc cumuler, cela sera peut-être alors l'occasion d'un renouveau de la classe politique.

publicsenat.fr

VII) Seize personnes en garde à vue après un coup de filet dans le milieu de l'ultra droite en Picardie

Ils ont été placés, lundi, en garde à vue "pour tentative d'homicide, violences, vols, reconstitution de groupes de combat, incendies et infractions à la législation sur les stupéfiants".



Une manifestation du groupe d'ultra droite Troisième Voie, le 8 mai 2011, à Paris. (CITIZENSIDE / ANTHONY DEPERRAZ / AFP)

Seize hommes, dont un mineur, proches du mouvement dissous Troisième Voie, ont été interpellés, lundi 9 mars, dans le milieu de l'ultra droite en Picardie, a indiqué le parquet d'Amiens. Ils ont été placés en garde à vue "pour tentative d'homicide, violences, vols, reconstitution de groupes de combat, incendies et infractions à la législation sur les stupéfiants", a déclaré le procureur Bernard Farret, confirmant une information du Courrier Picard.

"La majeure partie des personnes placées en garde à vue sont proches de la mouvance ultra et de Troisième voie", a expliqué le procureur. Le coup de filet a eu lieu lundi matin, essentiellement dans la Somme, dans le cadre d'une information judiciaire qui avait été ouverte en mai 2014, selon le procureur. Etant donné la nature des faits, la garde à vue peut durer jusqu'à 96 heures.

Des jeunes entre 20 et 30 ans

D'après le Courrier Picard, les interpellations ont été réalisées à Ham, dans la Somme, mais aussi à Chauny (Aisne) et Compiègne (Oise). Les personnes placées en garde à vue sont âgées pour la majorité de 20 et 30 ans, tandis que deux ont plus de 40 ans et qu'une autre est mineur, a précisé le procureur.

En juillet 2014, le Conseil d'Etat avait confirmé la dissolution, décidée par le gouvernement en juillet 2013, de Troisième Voie, groupuscule fondé en 2010 par Serge Ayoub, alias Batskin, ancien chef des skinheads d'extrême droite parisiens, et des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR).

En septembre 2014, Esteban Morillo, sympathisant de Troisième Voie et principal suspect dans la mort de Clément Méric au cours d'une rixe, a été remis en liberté par la cour d'appel de Paris, soumis à un contrôle judiciaire strict dans l'attente d'un jugement.

A Suivre...
La Presse en Revue

VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES



ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES
22 & 29 MARS 2015

55 & 56 MVB2 5012
DEPARTEMENTALES

1) Départementales : réunion du Front de Gauche au Kremlin

Par C.Dubois

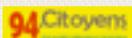


Dans le cadre des élections départementales de mars 2015, Alain Desmarest et Patricia Tordjman, candidats Front de Gauche dans le canton du Kremlin-Bicêtre – Gentilly

réunion publique ce mercredi 11 mars de 18h15 à 20h30 à l'école Pauline Kergomard du Kremlin.

Plusieurs thèmes seront abordés : les finances, la maîtrise publique des politiques d'accès à l'eau, les besoins de prise en charge pour les personnes handicapées et l'action du département pour favoriser le vivre ensemble et la défense de la laïcité.

Mercredi 11 mars 18h15 Ecole Pauline Kergomard 10 rue Benoît-Malon au Kremlin-Bicêtre Le Kremlin-Bicêtre



LAPRESSEENREVUE.EU

2) Des illustres inconnus...

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.



Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire (truquée!) de la première (*euh! maintenant première du MRC!*) socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance bienveillante de Luc Carvounas Sénateur-Maire d'Alforville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...pour son compte.

De l'entre-soi comme d'habitude...mais qui dirige jour après jour, à l'approche des élections départementales, le PS droit dans le mur...

Le peuple de gauche a été trompé par le discours du Bourget non tenu et la politique de droite menée jusqu'à aujourd'hui par des soi-disants sociaux-démocrates. Il ne faudra pas s'étonner du prochain résultat désastreux de ces élections.

Christophe Frédéric-PER